Who's who helvétique de la recherche pour le développement

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique**

Band (Jahr): **28 (2016)**

Heft 111

PDF erstellt am: **12.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-772074

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

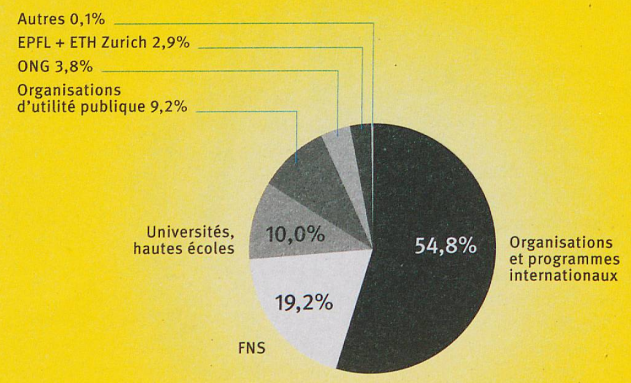
Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Who's Who helvétique de la recherche pour le développement

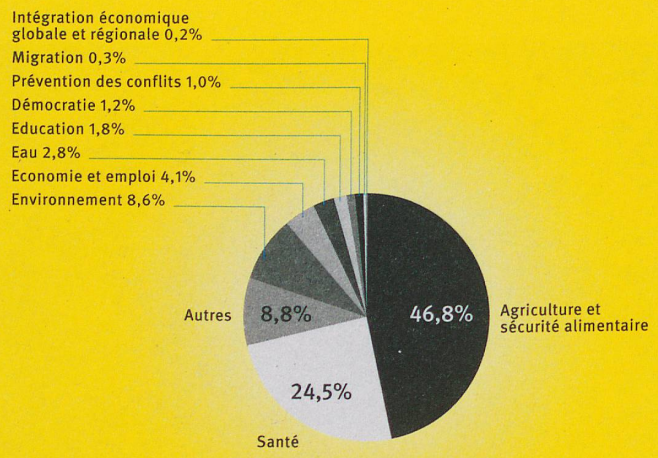
Quelque 50 millions de francs sont annuellement alloués à la recherche dans l'aide au développement. La Direction du développement et de la coopération (DDC) a financé la recherche scientifique à hauteur de 51,3 millions de francs en 2015, par le biais de crédits-cadres de l'aide publique au développement. Cela fait partie de son mandat. Le montant le plus important est investi dans la recherche agricole. Il est difficile de connaître les sommes consacrées en Suisse à la recherche pour le développement. Hormis la DDC, des hautes écoles, des fondations, des ONG et d'autres organisations soutiennent ce domaine.

La recherche se fait avant tout dans le cadre de programmes
Investissements de la DDC dans la recherche par bénéficiaire, 2015



Les montants varient chaque année avec les cycles de projets.

Presque la moitié pour la recherche agricole
Investissements de la DDC dans la recherche par thématiques transversales, 2015



Programme r4d

La DDC et le FNS soutiennent conjointement des partenariats scientifiques transnationaux avec des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine dans le cadre du Swiss Programme for Research on Global Issues for Development (programme r4d). Ce dernier remplace la recherche Nord-Sud traditionnelle. Il devrait fournir une contribution au développement durable global, avec 98 millions de francs mis à disposition entre 2012 et 2022. Les fonds sont octroyés selon des procédures compétitives. Quelque 225 partenaires de recherche sont impliqués dans 41 projets répartis dans 42 pays.

Swiss TPH

Fondé en 1944, l'Institut tropical et de santé publique à Bâle (Swiss TPH) jouit d'une reconnaissance internationale dans les domaines des maladies tropicales et de la santé publique. Il s'impose régulièrement lors d'appels à projet dans le domaine de la santé face à des sociétés de conseil privées. L'institut emploie plus de 700 collaborateurs venant de plus de 60 nations. Près de la moitié des 76,7 millions de francs dépensés en 2015 ont été alloués à la recherche.

Universités

Presque toutes les hautes écoles de Suisse sont impliquées dans la recherche pour le développement. L'une des plus connues, l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève, travaille sur la paix, l'environnement, le commerce, la migration et la santé, également sur mandat des Nations Unies. Autres exemples à l'Université de Berne: le **Centre for Development and Environment** ainsi que l'**International Graduate School North-South** (**IGS**). Issue du Pôle de recherche national Nord-Sud, l'objectif de cette dernière est d'établir un réseau international de recherche. Actuellement, plus de 100 personnes venues d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe étudient à l'IGS.

EPF

Les écoles polytechniques fédérales s'engagent aussi dans la recherche pour le développement. Le **Centre coopération & développement** (CODEV) de l'EPFL accueille depuis 2007 la Chaire UNESCO de technologies en faveur du développement. Il travaille sur des techniques destinées aux pays du Sud (par exemple dans le domaine de la réduction des risques et de l'urbanisme) et innove dans la formation avec des cours en ligne gratuits (MOOCS). A l'ETH Zurich, différents domaines sont actifs dans la recherche pour le développement, du Mobile Health Systems Laboratory au **NADEL** (Centre d'études du développement et de la coopération).

KFPE

La Commission pour le partenariat scientifique avec les pays en développement (**KFPE**) est une plate-forme d'information pour les chercheurs. Son objectif est de contribuer à résoudre des problèmes globaux par une recherche équitable et durable. Elle est financée par des subsides de la DDC, du FNS et de l'Académie suisse des sciences naturelles.

Réseaux

Plusieurs réseaux s'engagent pour la coopération scientifique. Trois exemples: le Swiss Forum for International Agricultural Research (**SFIAR**) met en contact des groupes d'intérêt de la recherche agricole pour le développement. Le Swiss Network for International Studies (**SNIS**) encourage depuis 2008 la recherche interdisciplinaire. Le Swissuniversities Development and Cooperation Network (**SUDAC**) veut répondre au regain d'activités des hautes écoles dans la recherche pour le développement. Son objectif: améliorer les conditions de recherche et d'enseignement en coopération avec des partenaires du Sud.

Autres

Autres bailleurs de fonds importants: diverses fondations, créées en partie par des entreprises privées, et les ONG classiques. Il est difficile d'estimer la part de leurs dépenses allouée à la recherche pour le développement.

Les dossiers des patients sont archivés, mais pas disponibles rapidement. Une infrastructure IT et des ordinateurs en état de marche font défaut dans la plupart des hôpitaux du Cameroun.